

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Voilà qui est fort louable.

LE VIETNAM—DEMANDE D'AIDE MILITAIRE  
DE LA PART DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une autre question au premier ministre? Vu la déclaration qu'aurait faite le secrétaire d'État M. Dean Rusk, au cours de la fin de semaine, selon laquelle il aurait demandé aux divers gouvernements européens d'apporter une aide militaire aux États-Unis dans le conflit vietnamien, le premier ministre voudrait-il nous dire si le gouvernement canadien a reçu une demande semblable et s'il a répondu sans ambages au gouvernement des États-Unis que le Canada ne serait pas disposé à fournir des troupes pour servir au Vietnam, sauf à titre de membre de la Commission internationale de contrôle ou de participant à une force de maintien de la paix des Nations Unies?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas certain que M. Rusk ait employé, en fin de semaine, les termes mêmes de mon honorable ami. Néanmoins, je puis lui donner l'assurance qu'aucune requête de ce genre n'a été faite au gouvernement canadien, d'autant plus que la question de demande d'aide militaire n'a même pas été abordée, sauf erreur, lors de la récente réunion de l'OTAN. Je puis aussi assurer à mon honorable ami qu'il n'y a aucune possibilité que le Canada envoie une aide militaire au Vietnam. *(Applaudissements)*

LA CONSTRUCTION NAVALE

INTERPELLATION AU SUJET DU VERSEMENT  
DES SUBVENTIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. R. N. Thompson (Red-Deer):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Le gouvernement songe-t-il à modifier sa décision au sujet des subventions à la construction navale, décision qui nuira à la partie du programme qui relève des gouvernements provinciaux?

**L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, cette question devrait être adressée à l'un de mes collègues plutôt qu'à moi. Le ministre des Transports est vraisemblablement celui qui serait le plus en mesure d'y répondre.

**M. Winch:** J'espère qu'il répondra mieux qu'il ne l'a fait pour moi, vendredi.

**M. Thompson:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Transports peut-il répondre à la question?

[Le très hon. M. Pearson.]

**M. Nielsen:** J'en doute.

**L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports):** Je m'excuse, mais je n'ai pas saisi la question de l'honorable député. S'il veut bien la répéter, je m'efforcerai d'y répondre.

**M. Thompson:** Monsieur l'Orateur, la question est simplement celle-ci: Le gouvernement a-t-il remis à l'étude sa décision injuste de ne pas subventionner cette partie de l'industrie de la construction navale dont l'activité dépend des fonds de gouvernements provinciaux?

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Un service en vaut un autre.

**L'hon. M. Pickersgill:** Monsieur l'Orateur, quoique la politique du gouvernement ait été annoncée avant l'ouverture de la session, il faudra la soumettre au Parlement et je crois que le gouvernement tiendra compte de toutes les observations sensées qui lui seront faites à ce sujet de toute provenance autorisée. *(Exclamations)* Le but des subventions, comme le savent très bien les honorables vis-à-vis, puisqu'ils étaient au pouvoir quand elles furent instituées, c'est d'aider l'industrie de la construction navale et non de subventionner les transports maritimes. Ce facteur entrera en ligne de compte quand la chose sera mise à l'étude.

**M. T. S. Barnett (Comox-Alberni):** J'aimerais poser une question complémentaire au premier ministre. A-t-il reçu des chambres de commerce associées de l'île de Vancouver un télégramme de protestations contre la politique annoncée dans le discours du trône? Si oui, en quel sens a-t-il répondu à ce télégramme?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** J'examinerai volontiers cette affaire. J'ai l'impression, monsieur l'Orateur, d'avoir reçu ce télégramme, mais j'aimerais vérifier ce point et la nature de la réponse donnée par la suite.

**M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich):** J'aimerais demander au ministre des Transports si le gouvernement de la Colombie-Britannique ou d'une autre province a présenté des instances au gouvernement fédéral sur l'exclusion des gouvernements provinciaux des subventions à la construction navale?

**L'hon. M. Pickersgill:** Je ne crois pas avoir reçu d'instances directes. Je cacherais des renseignements à la Chambre si j'omettais de dire que j'ai lu dans les journaux de la Colombie-Britannique les propos très élogieux à mon égard qu'on attribue au premier ministre Bennett.